

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

A Istres, Crozon ou ailleurs les armes nucléaires constituent un danger et non une sécurité

La récente information sur le fait que des drones ont survolé la base de sous-marins nucléaires de l'île longue près de Brest appelle réflexion avec la visite du Président de la République sur la base nucléaire d'Istres aujourd'hui.

Depuis quelques années les 2/3 des Etats du monde se réunissent à intervalles réguliers pour alerter sur les dangers de catastrophes humanitaires inhérents à l'existence des armes nucléaires. La France a décidé de ne participer à aucune de ces réunions.

Pourtant la France est concernée car la puissance de ses bombes atomiques stockées en presqu'île de Crozon en vue de leur embarquement sur les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) ou à Istres pour la composante aéroportée représentent une puissance de destruction de l'ordre de 4000 fois Hiroshima.

L'explosion en plein vol d'un missile M51 en Mai 2013 à Penmarch, le ratage complet d'un essai du Missile M45 qui s'est abîmé en mer en 1997 et a été repêché par des pêcheurs du Guilvinec ainsi que la collision d'un SNLE chargé de bombes atomiques avec un autre sous-marin nucléaire Britannique en plein milieu de l'océan atlantique sont autant d'exemples qui illustrent une partie de ces risques de catastrophes humanitaires.

Le récent épisode des drones de Crozon est là pour pointer le fait que la base de sous-marins nucléaires de Crozon, comme celle d'Istres sont des cibles. Ainsi les régions qui hébergent ces bases dotées d'armes atomiques sont devenues des zones de vulnérabilité.

Les armes nucléaires sont illégales, coûteuses, inutiles militairement et éthiquement insoutenables. La France serait bien inspirée d'agir pour la mise en œuvre de leur élimination prévue par l'article 6 du Traité de non-prolifération nucléaire.

Conscients que toute utilisation des armes nucléaires aurait des conséquences humanitaires et environnementales catastrophiques pouvant aller jusqu'à mettre en danger l'existence même de l'humanité, l'immense majorité des peuples et des Etats est engagée dans l'action pour l'élimination de ces armes de destruction massives.

La France joue malheureusement un rôle particulièrement négatif puisqu'elle a refusé de participer à trois conférences internationales dont l'objectif était de mesurer les dangers que les armes atomiques faisaient courir à l'humanité (Nayarit-Mexique, Oslo-Norvège) 2013 et Vienne (Autriche) 2014. Elle persiste dans sa violation du TNP en engageant de nouvelles modernisations de son arsenal atomique.

Les milliers de bombes atomiques des USA n'ont pas protégé ce pays des attentats terroristes du 11 septembre 2001. C'est une autre conception de la sécurité qu'il faut mettre en œuvre.

A 3 mois de la conférence d'examen du TNP qui aura lieu aux Nations Unies à New York en mai 2015, le Mouvement de la paix va solliciter l'opinion publique française pour que les 81 % de français qui sont pour l'élimination des armes atomiques fassent entendre leur voix et agissent pour exiger que la France à New York ne fasse pas, une fois de plus, obstacle à l'avancée du processus de désarmement nucléaire.

Un gel total par la France de tous ses programmes de modernisation serait un signal positif avant la conférence de New-York, de plus cela permettrait une reconversion des crédits vers des objectifs plus urgents pour la population et les jeunes de notre pays.

Contacts :

Michel Dolot - michel.dolot@mvtpaix.org
Roland Nivet - roland.nivet@mvtpaix.org